

Bulletin d'histoire politique

L'histoire politique au Québec : le régime britannique

Louis-Georges Harvey



Volume 18, numéro 3, printemps 2010

La nécessaire histoire du politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054831ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054831ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harvey, L.-G. (2010). L'histoire politique au Québec : le régime britannique. *Bulletin d'histoire politique*, 18(3), 127–135. <https://doi.org/10.7202/1054831ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'histoire politique au Québec : le régime britannique

Louis-Georges Harvey
Université Bishop

La publication de *Québec : quatre siècles d'une capitale*, une histoire politique de Québec, démontre que l'historiographie récente consacrée au politique peut se prêter à la confection d'un ouvrage de synthèse qui permet de conceptualiser le vécu politique québécois sur la longue durée¹. À ce titre, cette remarquable synthèse part d'un constat qui devrait être une évidence : l'histoire politique de la nation québécoise ne se limite pas à celle de l'État provincial créé en 1867 ou encore à l'épopée de ce « Canada français » qui prit forme au milieu du XIX^e siècle. Les chapitres signés par Gilles Gallichan sur la période s'étendant de 1760 à 1867 témoignent aussi du renouveau de l'histoire politique au Québec.

La Capitale coloniale

L'histoire politique du Québec après la Conquête doit être abordée dans le contexte d'une politique impériale qui visait à resserrer le contrôle sur les colonies afin de mieux implanter les fondements institutionnels et culturels d'une domination politique durable. Dans les colonies anglo-américaines, dans les territoires de l'Ouest et en Inde, les fonctionnaires impériaux mirent en œuvre des stratégies qui visaient à regrouper des populations hétérogènes sous des gouvernements coloniaux dotés d'un exécutif fort². À ces nouvelles pratiques administratives se greffa un discours identitaire qui reconnaissait plus concrètement l'altérité coloniale tout en proposant une identité commune axée sur la monarchie, la tradition politique britannique et la grande épopée de l'Empire³.

L'attention portée au rôle de l'exécutif colonial dans le récit de Gallichan permet de bien situer Québec dans cette logique de gouvernance impériale. Puisant souvent dans les articles du *Dictionnaire biographique du Canada*, l'auteur relève les antécédents administratifs de ces fonctionnaires

impériaux appelés à la barre de la colonie laurentienne. Or à la lumière de la récente historiographie consacrée à l'Empire, il paraît clair qu'une meilleure appréciation du rôle des gouverneurs et des fonctionnaires liés au pouvoir impérial permettrait de mieux saisir la forme québécoise d'une stratégie de domination impériale axée sur le renforcement de l'exécutif et la création d'une hiérarchie ethnique des communautés culturelles regroupées dans les colonies britanniques. Au Québec, comme le démontre Gallichan, la création de cette structure de subordination ethnique s'appuya sur la collaboration active des évêques catholiques et sur la caution qu'elle apporta à un discours de la loyauté basé sur la soumission aux monarches britanniques⁴. Il y a là un thème longtemps négligé qui mériterait un nouvel éclairage.

Le pouvoir de la Couronne s'exprime aussi dans les pratiques et les rites judiciaires et ceux qui sont reliés à la répression et au châtement. Dans ce domaine, Gallichan intègre bien les perspectives nouvelles apportées dans les nombreux travaux des historiens qui se sont penchés sur l'évolution du système judiciaire et tout l'appareil de régulation de l'ancien régime. S'inspirant des travaux de Donald Fyson, il note les principaux remaniements et réformes du système judiciaire sur la période. Évidemment, puisque le sujet est la ville de Québec, le contexte local des relations entre les sujets canadiens et les diverses instances judiciaires en région demeure sous-développé en rapport à la place qu'elles occupent dans l'historiographie. Quant à la capitale, quelques paragraphes traitent du rôle de la police. Cela dit, cet ouvrage de synthèse permet de constater le rôle important des institutions judiciaires au sein de l'appareil politique monarchique imposé lors des premières décennies du régime britannique⁵.

Au-delà de ses formes institutionnelles, l'empreinte du pouvoir colonial britannique sur le Québec se vérifie dans ses nombreuses manifestations culturelles. Il y a là un vaste chantier orienté vers la dimension culturelle du politique qui demeure relativement sous-développée dans l'historiographie québécoise consacrée à la période coloniale⁶. À titre d'exemple, l'appropriation visuelle et cartographique du territoire québécois après la conquête contribue à l'intégration de la colonie dans le discours visuel et géographique de l'Empire britannique tout en préparant l'inscription matérielle de la culture politique britannique dans la colonie. Par l'aménagement des places publiques, ainsi que par la forme de l'architecture publique et militaire, le pouvoir colonial inscrit une symbolique liée à la Couronne dans le paysage des villes québécoises. Dans d'autres contextes coloniaux, des études consacrées à l'architecture publique et aux plans de réaménagement des espaces urbains ont révélé un discours relativement riche dans son expression de la culture politique britannique qui a aussi servi à définir la place et le rôle des colonies au sein de l'empire⁷.

L'histoire de la commémoration et celle des monuments renvoient aussi à une imposante littérature sur la symbolique politique et la mémoire qui n'a pas son pendant québécois dans l'historiographie sur la politique à l'époque coloniale. Dans le cas québécois évoqué par Gallichan, l'obélisque érigé à la mémoire de Wolfe et Montcalm sous le patronage du controversé lord Dalhousie en 1828 devait aussi servir de borne signalant aux voyageurs le site du plus grand événement de l'aventure impériale en Amérique. Pour ceux qui ne se rendraient jamais dans la province de Québec, le monument fut représenté dans les dessins de James Pattison Cockburn qui seraient imprimés et diffusés, inscrivant ainsi un discours visuel soulignant l'importance de Québec dans la conscience impériale. Ainsi, l'initiative de Dalhousie enrichissait l'iconographie impériale, mais elle inscrivait aussi sur le paysage québécois un symbole important de la domination britannique et du pouvoir colonial qui a autant marqué le paysage urbain que les fameuses croix des chemins ont marqué le paysage rural⁸.

La capitale parlementaire

Alors que le pouvoir royal se met en scène sur les rues de Québec, celui du peuple, ou du moins de son Assemblée législative, se définit davantage par la création d'un espace public qui relève de l'imprimé. En abordant cette dimension de l'histoire de la capitale, Gilles Gallichan puise dans l'importante production historique consacrée à l'histoire de l'imprimé, essentielle à la mise en contexte des idées et du discours politique de l'époque, pour donner un aperçu du commerce du livre, des bibliothèques, et de la production des journaux et des périodiques. La place importante accordée à cette historiographie dans le récit nous rappelle que l'histoire de l'imprimé a préparé le retour du politique dans la production historique consacrée à l'époque coloniale. Dans les ouvrages phares de Jean-Pierre Wallot, de John Hare et de Claude Galarneau, le souci de documenter la présence des imprimés dans la colonie visait à contrer le vieux mythe de l'ignorance des élites canadiennes⁹. Bien que cette interprétation refasse parfois surface dans les travaux de certains historiens, l'essor de l'histoire culturelle au Québec a permis de discréditer le vieux mythe qui présentait le Bas-Canada comme une colonie refermée sur elle-même dont l'élite politique n'était pas à l'affût des grandes tendances idéologiques de son époque¹⁰.

Les perspectives nouvelles issues de l'historiographie récente permettent de mieux apprécier la richesse et la complexité du discours politique colonial. À la subordination ethnique qui était à la base de la domination impériale, les mouvements réformistes bas-canadiens opposèrent un discours qui reposait sur l'idée de l'égalité politique partagée des citoyens du

Bas-Canada. Quelles que fussent leurs opinions sur l'avenir de la colonie, les réformistes, tant francophones qu'anglophones, s'entendaient sur la nécessité de mettre fin au favoritisme et aux privilèges accordés à une certaine caste proche du pouvoir. Capitale parlementaire depuis 1791, Québec se situait au cœur d'une représentation de la collectivité bas-canadienne dans sa dimension civique et territoriale.

Gallichan reprend les principales interprétations de l'historiographie récente consacrée aux idéologies, aux discours et à la culture politique du Bas-Canada afin de tracer les caractéristiques des grands projets identitaires qui s'affrontent au Bas-Canada¹¹. À l'instar de plusieurs auteurs récents, Gallichan exagère la portée d'une définition identitaire purement culturelle qu'il associe à Étienne Parent dans le débat des années 1830 et qu'il oppose à un projet identitaire dominant associé à Papineau¹². Or même si l'attention démesurée portée à Parent peut se justifier par le sujet de l'ouvrage, cette comparaison forcée pour les années avant les insurrections laisse dans l'ombre John Neilson, le véritable chef de la faction québécoise qui mène une campagne contre le projet de société avancée par les patriotes après 1831. Le rôle politique effacé de ce grand publiciste dans le récit de Gallichan renvoie à la relative absence des anglophones dans les études consacrées à l'histoire politique de la période¹³. Yvan Lamonde a souligné le rôle des institutions anglophones dans la diffusion d'une culture politique britannique au Bas-Canada, mais l'analyse du discours politique anglophone avant la Confédération reste à faire. La relative incompréhension de la dimension anglophone du débat politique a permis que de vieux mythes sur le caractère exclusivement réactionnaire de cette communauté continuent d'être propagés, et ce, dans des travaux qui se réclament d'un regard révisionniste quant au caractère ethnique des divisions politiques dans la colonie. Or une des caractéristiques les plus significatives de l'histoire politique du Québec avant 1840 demeure la participation importante des anglophones au sein des mouvements anticoloniaux¹⁴.

L'avènement du gouvernement représentatif en 1791 et les nouvelles définitions de l'identité bas-canadienne qui en découlent apportent un enrichissement indéniable de la culture politique québécoise. Sur le plan de l'architecture, la construction d'un nouveau parlement et les travaux de fortification de la ville au cours des années 1830 reflètent les deux pôles de la vie politique bas-canadienne. Ici, encore, les manifestations matérielles des cultures politiques notées par Gallichan mériteraient un traitement plus approfondi de la part des historiens pour mettre à jour leur portée symbolique et leurs liens aux grands projets identitaires véhiculés dans le discours politique. Pour ce qui est des monuments et de la commémoration, l'auteur nous indique une piste de recherche particulièrement riche à exploiter sur la signification et la symbolique des divers projets commémoratifs

et leur relation aux constructions identitaires associées au pouvoir colonial, ou aux projets de sociétés véhiculés par le parti canadien et le parti patriote¹⁵.

Les constructions identitaires observées dans le discours se manifestent aussi dans les expressions culturelles et symboliques du politique. Les rites politiques observés au Bas-Canada reflètent les contradictions du régime colonial ainsi que le choc des idées monarchiques et démocratiques que produit le régime parlementaire. La culture politique monarchique associée au pouvoir colonial s'étale dans une série de manifestations publiques qui se déroulent avec éclat sur les rues et les places publiques de la capitale. Des études plus approfondies inspirées d'une approche anthropologique permettraient de mieux apprécier la signification de ces rites associés au pouvoir dominant. Les auteurs de *Québec: quatre siècles d'une capitale* nous convient à cette tâche par leur énumération des instances où ils se déploient; entre autres lors des arrivées et départs des gouverneurs, à l'occasion des faits d'armes britanniques et au moment de la mort du souverain¹⁶. Simultanément, les rites associés au pouvoir du peuple émergent autour du parti patriote et de ses chefs lors des manifestations à caractère patriotiques et lors des élections. À titre d'exemple, les banquets patriotiques avec leurs toasts au peuple ou à leurs chefs, à la liberté ou encore à l'éducation, deviennent un phénomène important qui marque la culture politique bas-canadienne¹⁷. Or ces rites associés au pouvoir populaire s'inspirent de traditions britanniques et d'emprunts aux traditions républicaines françaises et états-uniennes. On peut être loin des festivals révolutionnaires étudiés par Mona Ozouf, mais ces manifestations publiques demeurent des occasions de définir la citoyenneté et d'inculquer des notions de vertus civiques. Sur ce plan, les grands rassemblements politiques qui ont lieu à l'échelle de la province entre 1834 et 1837 méritent un regard nouveau. En effet, même les grandes assemblées populaires de l'été 1837 ont été plus souvent associées à la culture traditionnelle de la paysannerie qu'à l'expression culturelle d'un mouvement politique¹⁸.

Au moment des Rébellions, la ville de Québec vit plutôt à l'enseigne de la répression que celle de la révolution et Gallichan trace habilement le portrait d'une capitale sous la férule du régime répressif imposé à la colonie. Le regard porté exclusivement sur la ville de Québec au moment des Rébellions procure une perspective particulière sur les événements de 1837-1838. Ainsi, le moment insurrectionnel assume une place bien moins imposante dans cet ouvrage de synthèse qu'il ne le fait dans l'historiographie. Les multiples dimensions des Rébellions et leurs énormes répercussions politiques et culturelles en font un point de rupture non négligeable de notre histoire. Par contre, la place démesurée des Rébellions dans l'historiographie crée des apories temporelles qui souvent portent les historiens à poser un regard anachronique sur les années 1820 et 1830.

Sur le plan de l'histoire politique, l'attention démesurée portée aux années 1834 à 1840 a laissé dans l'ombre les premières décennies du parlementarisme québécois. Les ouvrages de synthèse, comme celui de Gilles Gallichan, adoptent une forme plus narrative qui, sans pour autant verser dans un récit purement événementiel, permet de restaurer une temporalité plus fine¹⁹.

La capitale culturelle

Dans *Québec : quatre siècles d'une capitale* il est brièvement question de Lord Durham et du travail de ses commissions, mais Gallichan ne s'attarde pas sur le rôle de cet émissaire métropolitain qui finira par redéfinir les rapports de force dans la colonie et rétablir les mécanismes de domination qui assureraient la pérennité du projet impérial. La synthèse se montre ici moins sensible à l'historiographie récente qui assimile la venue de Durham aux premiers balbutiements des régimes culturels et politiques associés à l'avènement de l'État libéral au Canada²⁰. Pourtant, l'incertitude même du statut de la vieille capitale coloniale appelle à une analyse plus poussée des transformations dans les modes de régulation sociale et des instruments de domination et d'encadrement de la vie politique qui apparaissent dans la période de l'union et qui ne sont pas sans importance tant pour la ville que pour la société québécoise²¹. L'annexion de 1840 ne tarde pas à susciter des projets identitaires qui consacrent les nouveaux rapports de domination en vidant la collectivité québécoise de sa signification politique au profit d'une construction culturelle canadienne-française. Or cette transition n'a jamais été étudiée dans une véritable perspective post-coloniale; elle fut plutôt édulcorée dans des interprétations qui, misant sur des concepts flous tels la prétendue ambiguïté du peuple québécois ou le dualisme canadien, s'inspiraient des formules mêmes qui ont conforté la subordination nationale essentielle à la promotion du nouveau régime et qui se sont perpétuées à la faveur de l'État fédéral mis sur pied en 1867²².

Pour Gallichan, le principal intérêt des années du régime de l'Union se situe dans l'évolution de Québec comme capitale culturelle du Canada français. Pourtant, lors de cette période, la symbolique liée à l'identité politique britannique s'imprima encore davantage sur le paysage commémoratif de la capitale qui s'enrichit de nouveaux monuments marquant la Conquête. Le repli culturel des années de l'Union a sans doute conditionné la thématique abordée dans le livre, mais cette préoccupation masque des traits importants de l'histoire de la capitale qui modifièrent sensiblement son visage politique et culturel. Curieusement, les milliers d'immigrants irlandais arrivés dans la ville sont passés complètement sous silence. Les travaux de Robert Grace montrent bien que les immigrants irlandais s'intègrent mieux dans la vieille capitale qu'ils ne le firent

ailleurs au Canada et aux États-Unis. L'absence des Irlandais dans cette histoire de Québec souligne que la dimension urbaine de la politique et le rôle des diverses communautés culturelles demeurent des sujets relativement peu exploités²³.

Conclusion

Quelques pages ne suffisent pas à résumer la production historique consacrée au politique durant la période de la domination coloniale britannique. Les réflexions inspirées par la synthèse de Gallichan permettent toutefois de noter tant les progrès importants que les limites de l'historiographie vouée au politique au cours des dernières années. Au-delà de l'histoire institutionnelle et de celle des discours politiques, la production historique québécoise n'a pas toujours su définir la culture politique dans un sens plus large qui permettrait d'apprécier la signification de ses manifestations matérielles et symboliques. L'inscription de l'expérience québécoise dans le cadre de l'identité britannique en construction dans l'Empire demeure aussi à clarifier, et il faudrait mieux comprendre le développement et l'implantation de cette même identité au Bas-Canada. La complexité des enjeux identitaires au Bas-Canada révélés dans l'historiographie appelle à une meilleure compréhension de la culture politique des anglophones qui fut beaucoup plus complexe que le laissent entendre les stéréotypes encore véhiculés sur son caractère exclusivement tory et loyaliste. Il est tout à l'honneur des auteurs de *Québec : quatre siècles d'une capitale* qu'ils aient su lancer quelques hypothèses sur ces thèmes et indiquer des pistes de recherche vouées à enrichir notre compréhension de l'histoire politique du Québec.

Notes et références

1. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédérick Lemieux, Jocelyn Saint-Pierre *Québec : Quatre siècles d'une capitale*, Québec, Les publications du Québec, 2008.
2. Elizabeth Mancke, «Another British America: A Canadian Model for the Early Modern British Empire», *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 25, no 1, 1997, p. 1-36; Mancke, «Modern Imperial Governance and the Origins of Canadian Political Culture», *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 32, n° 1, mars 1999), p. 3-20; P. J. Marshall, *The Making and Unmaking of Empires : Britain, India and America c. 1750-1783*, Oxford, Oxford University Press, 2005; Elija H. Gould, *The Persistence of Empire : British Political Culture in the Age of the American Revolution*, Chapel Hill N.C., University of North Carolina Press 2000; Gould, «A Virtual Nation: Greater Britain and the imperial legacy of the American Revolution», *American Historical Review*, vol. 104, n° 2, avril 1999, p. 476- 489.

3. Catherine Hall, *Civilizing Subjects: Colony and Metropole in the English imagination, 1830-1867*, Chicago, University of Chicago Press, 2002 ; Kathleen Wilson, *Island Race: Englishness Empire and Gender in the Eighteenth Century*, London, Routledge, 2003 ; Wilson, « Introduction, Histories, Empires, Modernities » dans *A New Imperial History: Culture, Identity, and Modernity in Britain and the Empire, 1660-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
4. *Québec: quatre siècles d'une capitale*, p. 162.
5. Donald Fyson, *Magistrates, Police, and People. Everyday Criminal Justice in Quebec and Lower Canada, 1764-1837*, Toronto, University of Toronto Press, 2006 ; Frank Murray Greenwood, Barry Wright (dir.), *Canadian State Trials, Volume 1 Law, Politics and Security Measures, 1608-1837, Volume 2, Rebellion and Invasion in the Canadas, 1837-1839*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 2002 ; Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du xviii^e siècle à 1840*, Montréal, VLB éditeur, 1989.
6. Sur l'apport de l'histoire culturelle à l'histoire politique dans le contexte français voir Sudhir Hazareesingh, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle: état des lieux et perspectives », *Revue historique*, n° 642, 2007, p. 355-368.
7. L'appropriation visuelle du paysage québécois est abordée dans John E. Crowley, « Taken on the Spot: The Visual Appropriation of New France for the Global British Landscape », *Canadian Historical Review (CHR)*, vol. 86, n° 1, mars 2005, p. 1-28. Sur le rôle de la cartographie, voir l'exemple de Halifax dans Jeffers Lennox, « An Empire on Paper: The Founding of Halifax and Conceptions of Imperial Space, 1744-55 », *CHR*, vol. 88, n° 3, septembre 2007, p. 373-412. Le lien entre la conception des espaces et des édifices publics et l'inscription des colonies dans une logique de gouvernance impériale est exploré pour l'Australie dans Michael Rosenthal, « London versus Sydney, 1815-1823: the politics of colonial architecture », *Journal of Historical Geography*, n° 34, 2008, p. 191-219.
8. *Québec: quatre siècles d'une capitale*, p. 231-233 ; Alain Parent, *Entre empire et nation: les représentations de la ville de Québec et de ses environs, 1760-1833*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 225-233.
9. John Hare et Jean-Pierre Wallot, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1840: bibliographie analytique*, vol. 1 1801-1810, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1967 ; Wallot, « Frontière ou fragment du système Atlantique: des idées étrangères dans l'identité bas-canadienne au début du xix^e siècle », *Historical Papers/Communications historiques*, 1983, p. 1-29 ; Claude Galarneau, *La France devant l'opinion canadienne*, Québec, PUL, 1970 ; Galarneau, « Les métiers du livre à Québec, 1764-1754 », *Cahiers de dix*, n° 43, 1983, p. 143-165 ; Galarneau et Maurice Lemire (dir.), *Livre et lecture au Québec, 1800-1850*, Québec, IQRC, 1988.
10. Gilles Gallichan, *Livre et Politique au Bas-Canada, 1791-1849*, Québec, Septentrion, 1991, a montré la richesse du corpus d'œuvres politiques à la disposition des législateurs bas-canadiens. Sur cette question, voir aussi Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*, Montréal, Fides, 2000.
11. Sur le discours politique comme projet identitaire, voir Jean-Marie Fecteau, « Écrire l'histoire de l'État », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, 2007, p. 109-115.

12. *Québec : quatre siècles d'une capitale*, p. 224-226, p. 235-236 et p. 238. Voir aussi Lamonde, *Histoire sociale des idées*, ch. III, IV, VI. On retrouve également cette opposition entre Papineau et Parent dans des ouvrages plus anciens tels Mason Wade, *The French Canadians, 1760-1945*, Toronto, Macmillan, 1955.
13. Papineau et les patriotes identifient Neilson comme un adversaire de taille à partir de 1831 et, paradoxalement, Étienne Parent répond aux attaques de la *Gazette* de Neilson au nom du parti. Voir Louis-Georges Harvey, *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2005, ch. IV.
14. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées*, ch. II et V ; J. I. Little, *Loyalties in Conflict. A Canadian Borderland in War and Rebellion 1812-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, remet en question le mythe du torysme des anglophones des Townships.
15. *Québec : quatre siècles d'une capitale*, p. 233-234.
16. *Idem.*, p. 182, 190-191, 205 et 214-215.
17. Les toasts étaient à ce point identifiés au mouvement patriote que Durham abandonna la tradition. Voir Bruce Curtis, « The "Most Splendid Pageant Ever Seen": Grandeur, the Domestic, and Condescension in Lord Durham's Political Theatre », *CHR*, vol. 89, n° 1, mars 2008, p. 55-88.
18. Mona Ozouf, *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, 1976 ; Allan Greer, *The Patriots and the People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.
19. *Québec : quatre siècles d'une capitale*, p. 238-240 et 250-255 ; sur la temporalité voir Martin Paquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec : esquisse d'une anthropologie du savoir historien », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3, 2007, p. 83-101.
20. Sur Durham et son entourage, voir Curtis, *op. cit.* ; « Irish Schools for Canada: Arthur Buller to the Bishop of Quebec, 1838 », *Historical Studies in Education* vol. 13, n° 1, 2001, p. 39-50 ; « The Buller Education Commission; or, The London Statistical Society Comes to Canada, 1838-42 », dans J.-P. Beaud and J.-G. Prévost (dir.), *The Age of Numbers/L'ère du chiffre*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2000, p. 278-97 ; Janet Ajzenstat, *The Political Thought of Lord Durham*, Montreal, McGill-Queens University Press, 1988.
21. Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre. Crime et Pauvreté au XIX^e siècle québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2004, situe l'avènement de la culture politique libérale dans le contexte d'un grand mouvement à l'échelle de l'Occident.
22. Voir par exemple Jocelyn Létourneau, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire et identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2000, et *Le Québec, les Québécois : un parcours historique*, Québec, Musée de la Civilisation/Fides, 2004.
23. Robert Grace, « A Demographic and Social Profile of Quebec City's Irish Populations, 1842-1861 », *Journal of American Ethnic History*, vol. 23, n° 1, automne 2003, p. 55-84 et « Irish Immigration and Settlement in a Catholic City: Quebec 1842-61 », *Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2, juin 2003, p. 217-251.